



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

Service Risques, Énergie
Mines et Déchets

Unité Mines et Carrières

ARRETE n° R03-2018-06-08-001
relatif au transfert de l'exploitation entre le CNES et EIFFAGE GC Guyane
concernant une carrière de sable, dénommée S5 « Luz »
sur le territoire de la commune de Kourou

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le Code de l'Environnement, parties législative et réglementaire, livre V – titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour l'environnement;

VU le Code Minier et le décret 81-176 du 23 février 1981 fixant les modalités d'application en Guadeloupe, Guyane, Martinique des dispositions de ses titres VI et VI bis en ce qu'elles traitent des carrières ;

VU la loi n° 93.3 du 04 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n°94-484, 94-485 du 09 juin 1994 ;

VU le décret 55-586 du 20 mai 1955 modifié portant réforme du régime des substances minérales dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, notamment son article 2 ;

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R.516-1 et suivant du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

VU la circulaire ministérielle du 9 mai 2012, relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et du stockage des déchets de l'industrie extractive ;

VU le décret du 15 avril 2015 portant nomination de M. Yves de ROQUEFEUIL, administrateur territorial, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Guyane ;

VU le décret du 2 août 2017 relatif à la nomination de M. Patrice FAURE, en qualité de Préfet de la région Guyane, Préfet de la Guyane ;

VU l'arrêté n° R03-2017-08-20-003 du 25 août 2017 portant délégation de signature à M. Yves de ROQUEFEUIL, secrétaire général de la préfecture de la Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03 2017 11 02 022 du 2 novembre 2017 autorisant le Centre National d'Études Spatiales à exploiter une carrière de sable, nommée S5 « Luz » sur le territoire de la commune de Kourou ;

VU la demande, avec pièces à l'appui, reçue en préfecture de Guyane le 6 avril 2018, et complétée le 3 mai 2018, par laquelle la société EIFFAGE GENIE CIVIL Guyane, dont le siège est situé au PK1 Route Dégrad des Cannes – BP 1026 – 97 343 CAYENNE, sollicite le transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière de sable nommée S5 « Luz » délivrée au Centre National d'Études Spatiales le 2 novembre 2017 ;

VU le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;

CONSIDÉRANT que la mise en activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

CONSIDÉRANT les conditions d'exploitation de cette installation classée restent identiques ;

CONSIDÉRANT que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis en application de l'article R516-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Préfet de la Guyane,

ARRÊTE

Article 1er :

L'autorisation délivrée le 2 novembre 2017 visée ci-dessus autorisant l'exploitation d'une carrière de sable nommée S5 « Luz » sur le territoire de la commune de Kourou, dans le domaine du Centre Spatial Guyanais, est transférée au nom de la SAS EIFFAGE GENIE CIVIL Guyane dont le siège social est situé au PK1 route de Dégrad des Cannes – BP 1026 – 97 343 CAYENNE.

Article 2 :

La SAS EIFFAGE GENIE CIVIL Guyane se substitue d'office au Centre National d'Études Spatiales dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, notamment en ce qui concerne les garanties financières de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 susmentionné.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de Guyane, le maire de la commune de Kourou et le directeur de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SAS EIFFAGE GENIE CIVIL.

Un extrait du présent arrêté est affiché, pendant une durée minimale d'un mois, à la mairie de Kourou. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Il est affiché par l'exploitant de manière visible et permanente à l'entrée de son établissement.

Un avis relatif à cette autorisation est insérée, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Article 4 :

Les droits des tiers sont expressément réservés.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de CAYENNE.

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- Pour les tiers, le délai de recours est de un an. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article ci-dessus.

A Cayenne, le **08 JUIN 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet
Le secrétaire général
Yves de ROQUEFEUIL